

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

**6 EME SESSION EXTRA-ORDINAIRE DE 2018**

**26 ET 27 JUILLET 2018**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**CONSEILS DEPARTEMENTAUX DE L'ACCES AU DROIT  
(CDAD)**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la  
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Les conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont des GIP mis en place à l'échelon des départements par une loi du 10 juillet 1991, modifiée le 18 décembre 1998. L'organisation actuelle résulte de la loi du 7 août 2015 et d'un décret du 5 mai 2017.

La présidence en est assurée par les présidents de TGI, les membres de droit sont les préfets de département, le procureur, le Président du conseil exécutif de Corse pour les deux CDAD de la Corse, des représentants des professions juridiques et judiciaires, l'association des maires, des représentants d'associations d'aide aux victimes, de médiation, ou militant pour les droits des enfants, des étrangers, le droit au logement, etc. dans la limite de 15 membres de droit.

D'autres membres peuvent y siéger, comme les collectivités locales, les associations, les entreprises publiques ou privées : il s'agit des membres dits « associés ».

La mission de ces groupements vise essentiellement à faciliter « l'accès au droit » pour les administrés ayant besoin d'être informés ou orientés. Elle se décline en de multiples actions de proximité propres à chaque CDAD. Ainsi, celui de la Haute-Corse et celui de la Corse-du-Sud ont des modes de fonctionnement et d'intervention différents.

Mais dans les deux cas, ils apparaissent comme des **outils sociaux** de premier intérêt qui permettent d'accéder à l'univers juridique de façon pédagogique et ainsi donnent la possibilité à chacun d'être correctement accompagné afin d'entreprendre les démarches propres à sa situation. Par leur action, ils contribuent à réduire les tensions sociales notamment en permettant à chacun de bénéficier de la possibilité de résoudre des conflits à l'amiable. Mais aussi, ils participent à la prévention des risques d'isolement et d'exclusion pour des usagers qui se trouvent dans des situations juridiques mal maîtrisées. Il s'agit d'un réel service public.

En fait, les CDAD répondent aux principes de la loi du 5/11/2015 qui stipule : **« Le service public de la justice concourt à l'accès au droit et assure un égal accès à la justice »**.

Chaque année les deux CDAD de Corse se réunissent en assemblée générale et en conseil d'administration afin d'examiner les comptes, l'action réalisée l'année précédente, le budget prévisionnel et les actions à venir.

Pour l'année 2018, les deux CDAD demandent à la Collectivité de Corse :

- D'une part, d'approuver les modifications relatives au statut des GIP dont la plus importante concerne l'évolution institutionnelle de la Corse

et la présence du Président du Conseil exécutif de Corse au sein du conseil d'administration,

- D'autre part, d'assurer le financement des deux GIP. En 2017, il a été convenu que le fonctionnement et le financement des années précédentes se poursuivaient avec leurs différences. Cependant, une réflexion doit être d'ores et déjà entamée pour permettre une harmonisation cohérente tant au niveau des liens juridiques existants mais aussi des actions, des financements ou du volume du budget.

1- Ces GIP créés par la loi n'ont pas toujours choisi de tisser les mêmes **liens avec leurs partenaires** :

- ✓ Les deux Départements ont approuvé par délibération et convention leur participation au sein des GIP. Pour la Corse-du-Sud, c'est une participation financière de 20 000 € qui a été décidée jusqu'en 2018. Pour la Haute-Corse, la dernière convention financière prévoit une participation financière de 10 000 € jusqu'en 2019. Il est à noter que le soutien de la collectivité départementale se traduit aussi, jusqu'en 2019, par une mise à disposition d'un agent pour le PAD situé à Ponte-Leccia et hébergé par la commune de Merusaglia (coûts salariaux de l'ordre de 25 000 € par an).
- ✓ Le formalisme avec l'ex CTC diffère aussi : pour le CDAD 2A, le subventionnement s'effectue par le biais d'une convention triennale (20 000€) et pour le CDAD 2B, arrêté attributif annuel (20 000€) pour financer des actions.
- ✓ Et enfin, si le CDAD de la Corse-du-Sud semble avoir fait le choix des financements publics en sollicitant les membres associés et les communes les plus importantes, celui de la Haute-Corse, aidé par la ville de Bastia, tend plutôt à solliciter ses membres de droit pour son financement (majoritairement des partenaires privés : avocats, huissiers, notaires, associations...).

2- S'agissant **des actions** : dans les deux GIP les actions entreprises en 2017 seront poursuivies et, dans la mesure du possible, enrichies en tenant compte des possibilités financières. Parmi les actions régulières, il faut signaler :

- La création et l'animation de points d'accès au droit (PAD) et permanences d'accès au droit : dans les palais de justice, ou, de façon territorialisée, dans des accueils municipaux, dans les maisons des services sociaux en Haute-Corse ; mais aussi, par

exemple, à l'initiative du CDAD de Haute-Corse, dans les établissements pénitentiaires et peut être prochainement à l'hôpital de Bastia (réflexion en cours).

- Les bons de consultation remis aux usagers qui ouvrent droit à une consultation gratuite dans un cabinet d'avocat.
- Les actions pédagogiques auprès des lycéens et des étudiants pour permettre la découverte du fonctionnement de l'institution judiciaire (ex. « le lycée fait ses classes »).
- L'information de son rôle et de son action auprès du grand public par tout moyen (plaquettes, site internet, recours aux moyens des partenaires, mobilisation des médias,...).

- 3- S'agissant du **budget prévisionnel 2018**, le tableau comparatif, versé en annexe, développe les moyens financiers de chacun des CDAD et met en exergue les différences entre leurs structures budgétaires et leurs moyens.

Compte tenu de ce qui précède, je vous propose :

- 1) De m'autoriser à signer les nouvelles conventions constitutives valant pour 6 années et inscrivant la nouvelle répartition des fonctions au sein du conseil d'administration du CDAD mais aussi l'évolution institutionnelle locale.
- 2) De reconduire les partenariats et soutiens financiers des 3 ex-collectivités, soit :
  - CDAD 2A : 20 000€ au titre de l'ancien Département (programme 5121A, chap 934, fonction 428 compte 65568) auxquels s'ajoutent 20 000€ de l'ex CTC (destinés à financer des projets programme 5211, chap 934, fonction 428 compte 657382).
  - CDAD 2B : 10 000€ destinés au fonctionnement de la structure pour l'ancien Département de la Haute-Corse (programme 5112B chapitre 934, fonction 420, compte 65568) et 20 000 € pour la CTC pour la réalisation de projets (programme 5211, chap 934, fonction 428 compte 657382).
  - En cas d'absence d'engagement financier par le biais d'annexe financière en cours, les financements s'établiront sur la base d'un arrêté attributif pour éviter tout décalage entre les périodes d'effet.
- 3) De me donner mission pour mener à bien l'indispensable harmonisation formelle et financière des deux GIP en travaillant à une convention financière similaire pour les 2 CDAD en 2019.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.